



## Plan de crise : il faut sortir des sentiers battus

2011/80  
17 | 10 | 2011



Jean Hindriks  
Senior Fellow  
Itinera Institute

A la veille des négociations sur les questions économiques et sociales du futur gouvernement, Jean Hindriks, économiste spécialisé dans les questions de finances publiques propose deux mesures concrètes en matière d'organisation du travail pour aider à sortir de la crise.

La Belgique s'apprête à encaisser un choc social consécutif à la récession et à la crise bancaire. Les faillites et fermetures d'entreprise se multiplient. Au moment de rédiger cet article, ArcelorMittal annonce la fermeture à Liège avec une perte potentielle de 10.000 emplois directs et indirects. Comment résister à la concurrence asiatique, son marché et sa main d'œuvre bon marché ? La situation est grave. On ne peut plus se contenter d'attendre la reprise. Il faut sortir des sentiers battus et faire preuve de créativité.

### **Le pari manqué du désendettement:**

Le taux d'endettement a atteint le niveau record de 133,5% du PIB en 1993. Ensuite, ce taux a diminué de manière constante pour

atteindre 84% du PIB en 2007. On s'est pris à imaginer pouvoir financer les coûts du vieillissement (pension et santé) en poursuivant le désendettement et en réduisant de la sorte les charges de la dette. Malheureusement en 2008, la dette publique a explosé pour s'approcher des 100% du PIB ce qui fait de nous le troisième pays le plus endetté de la zone Euro (derrière la Grèce et l'Italie).

A cela s'ajoutent les engagements pris par l'Etat pour offrir les garanties au secteur bancaire. Selon les dernières estimations ces engagements « conditionnels » représentent 40% du PIB (le plus élevé dans la zone Euro devant la Grèce avec 35% du PIB). (Voir figure 1). Ce n'est plus la roulette russe mais la roulette belge avec

cinq balles dans le barillet.

Nous sommes revenus au niveau d'endettement de 1993 et tous les efforts de réduction de la dette ont été engloutis dans la crise. Nous vivons sous la menace des agences de notation avec le regard fixé sur le différentiel de taux d'intérêt entre les emprunts belges et allemands à 10 ans. Le plus alarmant est que l'on semble s'orienter vers une récession prolongée et que le papy-boom commence à manifester ses effets sur les dépenses de pension et le marché du travail. On s'attend à un départ massif à la pension d'un demi-million de travailleurs sur la prochaine décennie. Nous devons agir rapidement, efficacement et équitabement.

Je propose deux mesures concrètes pour notre prochain gouvernement fédéral. Des mesures sans risque – leur coût est nul si personne ne participe, mais qui offrent un progrès potentiel important si les gens souhaitent saisir ces opportunités.

### **1. Le Knowledge lift pour la formation et l'emploi.**

La Belgique est le pays d'Europe qui investit le moins dans la formation des travailleurs (moins de 7% des travailleurs de plus de 25 ans participent à des formations). Dans un monde où le cycle des compétences se raccourcit rapidement, on voit mal comment main-

tenir nos seniors sur le marché du travail.

En Belgique, les jeunes sont les premières victimes de la crise. Les seniors aussi puisque on a montré que 80% des restructurations en 2008-2009 se sont faites au détriment des travailleurs de 50 ans et plus. Les perspectives d'emploi sont sombres.

On ne peut pourtant pas laisser ces jeunes hors du marché du travail. On a 40% de jeunes sans diplôme au chômage depuis plus de deux ans. On crée donc des chômeurs de longue durée parmi les jeunes. C'est inquiétant. Les peu qualifiés sont aussi les premières victimes de la crise. Et leurs perspectives d'emploi se détériorent. Ces gens sont bloqués parce qu'ils n'ont pas les qualifications adéquates.

Je propose la mise en place d'un système de congé éducation (pour les personnes de quarante ans et plus ou pour les femmes qui veulent reprendre le travail après un congé de maternité prolongé) avec remplacement par des jeunes en attente de travail. Des travailleurs quittent leur emploi contre allocation d'étude pour se former, des jeunes montent sur le marché du travail. Par cette politique on peut faire d'une pierre deux coups: renforcer l'employabilité des plus âgés et mettre des jeunes au travail.

“

*La situation est grave. On ne peut plus se contenter d'attendre la reprise. Il faut sortir des sentiers battus et faire preuve de créativité.*

”

Pour amorcer le mécanisme, la fonction publique pourrait servir d'exemple. Les jeunes y sont sous-représentés. Dans les dix ans, de 30% à 40% des fonctionnaires vont partir à la retraite dans certains départements. Certains fonctionnaires pourraient retourner aux études, laisser la place aux jeunes, et revenir ensuite assez facilement car ils seront mieux formés et ils remplaceront les fonctionnaires partis à la retraite. Il y a une demande pour un tel dispositif. D'après une étude publiée par le SPF Economie (juin 2009), 17% des actifs ont envie de reprendre une formation. Les entreprises peuvent aussi y trouver leur compte puisque les jeunes coûtent moins cher. Enfin ce système a été appliqué avec succès en Suède en plein cœur de la crise bancaire dans les années 1990, avec un chômage qui triple et une dette qui double. Pour sortir du gouffre, la Suède applique le « knowledge lift », un programme pour élever le niveau des connaissances. Les personnes actives pouvaient, sur base volontaire, interrompre leur carrière durant au moins un an pour reprendre des études tout en percevant une indemnité équivalente à l'allocation de chômage. Les employeurs devaient s'engager à embaucher de jeunes chômeurs. Et ça a marché : en trois ans, 10% de la population active

a participé à ce programme. Principalement des peu qualifiés et des femmes.

## **2. La pension à mi-temps.**

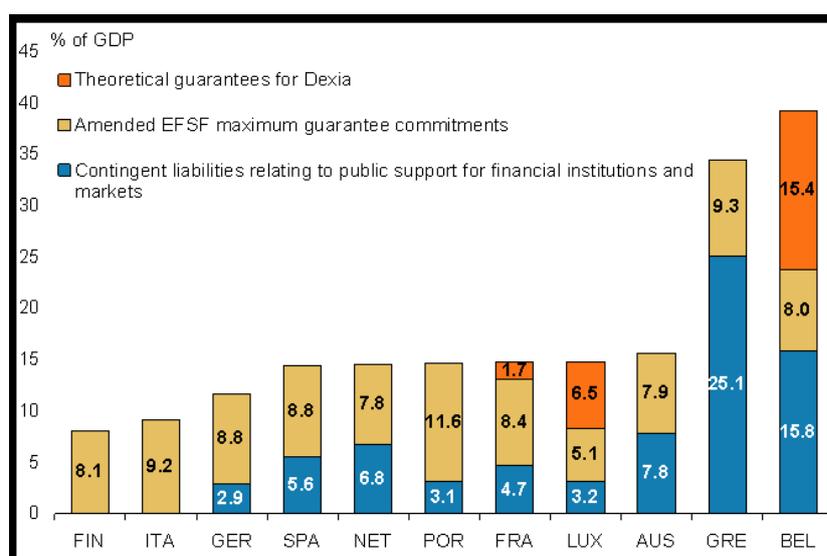
Comme pour la crise de la dette, la crise des pensions trouve son origine dans notre irrésistible envie de consommer plus et plus longtemps, en travaillant moins et moins longtemps. Nous sommes victimes de notre cupidité. La résolution du problème passera inévitablement par un effort équitablement réparti. Il faut avoir le courage de le dire, pour que les gens l'acceptent. La solidarité qui est au cœur de notre système de pension est aujourd'hui dévoyée par une « fausse » solidarité qui se fait sans les jeunes et contre les jeunes, à qui l'on transfère une charge de pension énorme. Une autre « fausse » solidarité concerne les durées de carrières. Il y a une redistribution massive qui se fait en faveur des carrières « courtes » sur le dos des carrières « longues ». Ce n'est pas acceptable non plus.

Dans mon livre « Notre pension en héritage » (Roularta 2011) j'ai calculé que pour rétablir l'équilibre des pensions, il faut à la fois augmenter l'emploi et la durée de carrière. Cela implique de créer des emplois. Une politique possible consisterait à reporter l'âge de pension d'un an par décennie. En échange de cet

allongement de la durée de carrière, le travail après 60 ans serait à mi-temps et cumulable avec une pension à mi-temps. Cette formule permettrait de stabiliser le nombre de pensionnés par travailleur, et aussi de favoriser la rétention des seniors sur le marché du travail en renégociant l'organisation et les conditions de travail à mi-temps.

Ce retour à l'équilibre exige la création de plus de 33.000 emplois par an, pendant les 40 prochaines années - soit plus de 100 emplois par jour. C'est un rythme de création d'emplois déjà atteint dans le passé. Pour cela, il faudra trouver d'autres financements à la sécurité sociale pour alléger la taxation du travail (de moitié supérieure à la moyenne européenne). Nous devons déplacer le centre de gravité de la fiscalité pour valoriser le travail et taxer les patrimoines et les rentiers. Nous devons aussi remettre en question un certain nombre de privilèges qui ne sont plus justifiés.

Figure 1 : Montant des garanties de l'Etat au système bancaire



Source: European Commission, EFSF, Morgan Stanley Research estimates (2011)

Jean Hindriks, (UCL et itinera Institute)

Pour une croissance économique et une protection sociale durables